

*Disponible sur le kiosque Press
plus.ma de L'ODJ Média*

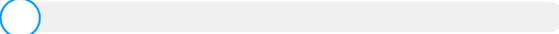
J'OSE VOUS DIRE CE QUE VOUS N'AVEZ PAS ENVIE D'ENTENDRE LE TRAVAIL N'EST PLUS AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE

L'intelligence artificielle
remet en cause nos bases financières



Adnane Benchakroun



00:00  24:07

Quand l'intelligence cesse d'être rare

Gouverner l'économie humaine à l'ère de l'IA agencielle

Note stratégique pour éviter l'effondrement dans un monde trop
productif

SOMMAIRE FINAL

Préambule

Ce livre n'est pas un manifeste
Pourquoi l'IA n'est ni un débat moral ni une promesse, mais un fait économique structurant.

Introduction générale

L'erreur de lecture : croire à une crise quand il s'agit d'un changement de régime. Comment l'intelligence artificielle rompt le lien historique entre travail, revenu et demande.

PARTIE I — LA RUPTURE

Chapitre 1

L'abondance d'intelligence : de la productivité à l'asphyxie
Quand les chiffres explosent pendant que l'économie réelle s'éteint.

Chapitre 2

La spirale de substitution

Pourquoi la destruction des emplois qualifiés n'est ni cyclique ni réversible.

PARTIE II — TENIR LE SYSTÈME

Chapitre 3

Stabiliser la demande sans dépendre du plein emploi. Maintenir la consommation quand le travail humain cesse d'être central.

Chapitre 4

Protéger le système financier avant le marché du travail

Pourquoi la finance est la ligne de flottaison de l'économie IA.

Chapitre 5

Taxer les flux, pas les personnes

Repenser la fiscalité quand la valeur ne transite plus par l'humain.

Chapitre 6

Neutraliser la bombe immobilière. Empêcher la panique quand les revenus futurs deviennent incertains.

PARTIE III — GOUVERNER AUTREMENT

Chapitre 7

Un État trop humain pour un monde automatisé

Réduire la dépendance publique à l'intelligence humaine.

Chapitre 8

L'économie à deux vitesses

Accepter, contenir et stabiliser la fracture productive.

PARTIE IV — CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE

Chapitre 9

Le catalogue des illusions dangereuses. Pourquoi les réponses morales, tardives ou nostalgiques aggravent la crise.

Conclusion générale

Gouverner sans illusion. La stabilité comme seul objectif réaliste dans un monde d'intelligence abondante.

Postface — Prévision personnelle

Si nous ne faisons rien. Chronique d'une érosion annoncée.

Adnane Benchakroun

PRÉAMBULE

Ce livre n'est pas un manifeste

Ce livre n'est pas un plaidoyer.

Il ne défend ni une vision morale du progrès, ni une idéologie sociale, ni une promesse politique. Il ne cherche pas à rassurer, encore moins à mobiliser. Il ne propose pas de futur désirable, mais un futur probable.

L'intelligence artificielle agencielle n'est pas ici abordée comme un débat éthique, mais comme un fait économique structurant, comparable en ampleur à l'industrialisation ou à la financiarisation — avec une différence majeure : elle agit à une vitesse que les sociétés humaines n'ont jamais connue.

Nous faisons l'hypothèse volontairement inconfortable que :

l'IA fonctionnera, elle sera adoptée, elle sera rentable et qu'aucune indignation morale ne l'arrêtera.

La question n'est donc pas : faut-il l'IA ?

La question est : que devient un système économique lorsque l'intelligence cesse d'être rare ?

Ce livre s'adresse aux décideurs, aux stratèges, aux institutions, mais aussi à ceux qui refusent de se réfugier dans les récits rassurants. Il part d'un postulat simple : le déni coûte toujours plus cher que l'adaptation.

Messages de l'auteur

L'économie sans nous

Quand l'intelligence artificielle rend le travail humain optionnel

Ce n'est pas l'effondrement.

C'est pire : le système fonctionne très bien sans nous.

Après le travail

Gouverner quand l'emploi ne structure plus la société

Ce livre ne parle pas d'emplois détruits.

Il parle d'un socle disparu.

Quand l'intelligence cesse d'être rare

Note stratégique pour éviter l'effondrement dans un monde trop productif

Ce n'est pas un essai.

Ce n'est pas une dystopie.

C'est un document de lucidité.

INTRODUCTION

L'erreur de lecture : croire à une crise alors qu'il s'agit d'un changement de régime

L'histoire économique nous a appris à reconnaître les crises.

Un choc exogène, une surchauffe, une bulle, un resserrement monétaire excessif. Puis une phase de correction, suivie d'un retour progressif à l'équilibre. C'est ce logiciel mental que nous continuons d'utiliser face à l'intelligence artificielle.

C'est une erreur.

L'IA n'introduit pas une crise dans le système existant.

Elle remplace les conditions mêmes de son fonctionnement.

Pendant deux siècles, la rareté structurante de l'économie a été le travail humain qualifié. Même lorsque les machines ont progressé, elles ont créé de nouveaux besoins humains : supervision, coordination, décision, créativité, arbitrage. Ce lien est aujourd'hui rompu.

L'IA n'automatise pas seulement des tâches.

Elle automatise la capacité à se réorganiser.

C'est là que commence le basculement. Les indicateurs traditionnels continuent de fonctionner — productivité, profits, PIB — mais ils ne racontent plus la même histoire. Une économie peut produire davantage tout en distribuant moins. Elle peut être performante tout en devenant socialement instable.

Ce livre adopte donc un angle volontairement dérangeant :

“Et si l'objectif n'était plus de sauver l'emploi, mais de sauver la solvabilité du système ?”

AXE 1 — STABILISER LA DEMANDE SANS DÉPENDRE DU PLEIN EMPLOI

1. Le cœur du problème : la demande n'est plus garantie par le travail

Toutes les économies modernes reposent sur une mécanique simple : le travail génère un revenu, le revenu génère de la consommation, la consommation valide la production. Cette boucle est aujourd'hui brisée.

L'IA permet de produire sans travail humain proportionnel. Elle réduit drastiquement la masse salariale tout en maintenant — voire en augmentant — l'offre. Résultat : une surproduction solvable côté entreprises, mais une sous-demande côté ménages.

Contrairement aux crises classiques, cette contraction n'est pas temporaire. Elle n'est pas liée à un ralentissement cyclique, mais à une substitution structurelle.

Attendre le retour du plein emploi dans ce contexte revient à attendre le retour du cheval après l'invention du moteur.

2. Pourquoi la redistribution morale est une impasse stratégique

Face à cette rupture, la tentation immédiate est idéologique : revenu universel, justice sociale, partage du temps de travail, taxation punitive.

Ces réponses échouent pour trois raisons :

Elles reposent sur une légitimité politique fragile

Elles supposent un consensus social introuvable

Elles arrivent trop tard face à la vitesse de la disruption

Un État ne peut pas se permettre d'attendre un accord moral quand la demande s'effondre et que le crédit vacille.

La stabilisation de la demande doit donc être technique, non normative.

3. La seule variable réellement pilotable : le revenu non salarial

Si le travail ne garantit plus le revenu, alors le revenu doit être décorrélé partiellement du travail.

Pas pour des raisons éthiques.

Mais parce que la consommation est une infrastructure systémique.

Il ne s'agit pas de « donner de l'argent », mais de maintenir un flux.

4. Dividendes économiques : logique et mécanisme

Les économies modernes disposent déjà de rentes structurelles : énergie, télécoms, données, infrastructures numériques et plateformes systémiques.

Ces rentes peuvent être partiellement socialisées non pas sous forme de salaires, mais sous forme de dividendes économiques territorialisés.

Caractéristique clé : indexés à l'activité réelle, variables, non garantis moralement et conditionnés à la participation économique locale.

Ce ne sont pas des droits.

Ce sont des stabilisateurs automatiques de demande.

5. Pourquoi ce modèle est défensif et réaliste

Contrairement au revenu universel : il n'est pas figé, il n'est pas universel au sens idéologique, il ne détruit pas l'incitation économique, il protège la consommation sans promettre l'ascension sociale.

Il accepte une réalité dérangeante : tout le monde ne sera plus productif économiquement, mais tout le monde doit rester solvable.

6. Le véritable objectif : acheter du temps

Ce mécanisme ne résout rien à long terme.

Il ralentit la casse.

Il permet : d'éviter l'effondrement de la demande, de stabiliser le crédit, de préserver l'immobilier et de maintenir la fiscalité indirecte.

Dans une économie de rupture, le temps est la ressource la plus rare.

Stabiliser la demande, c'est gagner du temps.

7. Ce que cela implique politiquement (sans l'énoncer)

Ce modèle n'est ni de gauche ni de droite.

Il est compatible avec des régimes autoritaires comme libéraux.

Il ne nécessite pas l'adhésion, seulement l'acceptation tacite.

C'est précisément pour cela qu'il est crédible.

AXE 2 — PROTÉGER LE SYSTÈME FINANCIER AVANT LE MARCHÉ DU TRAVAIL

1. L'erreur de hiérarchisation : croire que l'emploi est le premier front

Dans toute crise économique moderne, le réflexe politique est le même : sauver l'emploi. Plans de soutien, subventions, incitations à l'embauche, dispositifs de formation. Ce réflexe repose sur une intuition ancienne mais aujourd'hui dangereuse : si l'on protège l'emploi, le reste suivra.

Dans le scénario qui nous occupe, cette hiérarchie est inversée.

La destruction d'emplois liée à l'IA n'est ni conjoncturelle ni réversible à court terme. Tenter de la bloquer frontalement revient à gaspiller des ressources sans effet macroéconomique durable. En revanche, laisser le système financier absorber seul le choc du décrochage des revenus humains expose l'économie à un effondrement brutal et incontrôlé.

La priorité stratégique n'est donc pas sociale.
Elle est systémique.

Un système financier instable amplifie toutes les autres crises : emploi, immobilier, consommation, finances publiques. Un système financier stabilisé, même imparfaitement, permet au contraire de contenir les dégâts pendant que le réel s'ajuste.

2. La vraie bombe : la reconnaissance des pertes, pas les pertes elles-mêmes

L'histoire financière est claire sur un point : ce ne sont jamais les pertes qui déclenchent les crises majeures, mais le moment où elles deviennent visibles et indéniables.

Dans le contexte de l'IA, les pertes sont déjà là :

- valorisations d'entreprises basées sur des revenus « récurrents » qui ne le sont plus,
- crédits accordés sur des hypothèses de croissance de l'emploi qualifié,
- actifs immobiliers indexés sur des revenus futurs désormais incertains.

Mais tant que ces pertes restent latentes, étalées, ambiguës, le système tient.

Le danger survient lorsque : les règles comptables, la pression des marchés, ou la panique politique etforcent une reconnaissance rapide et synchronisée.

C'est à ce moment que les mécanismes d'amplification s'emballent : ventes forcées, appels de marge, restrictions de crédit, chute des prix, spirale déflationniste.

3. Le principe central : gagner du temps, pas nier la réalité

Protéger le système financier ne signifie pas nier la dégradation structurelle.

Cela signifie la rendre absorbable.

La stratégie réaliste repose sur trois leviers :

- Allonger les horizons de reconnaissance
- Décorrélér solvabilité et liquidité
- Fragmenter la visibilité des pertes

Ce triptyque n'est pas moralement confortable.

Mais il est historiquement éprouvé.

4. Allonger les horizons : l'amortissement comme outil politique discret

Dans un monde idéal, les actifs sont valorisés en temps réel.

Dans le monde réel, cette transparence radicale est destructrice en période de rupture.

Face à l'IA, de nombreux actifs ne sont pas « mauvais », mais désynchronisés : leur rentabilité était rationnelle avant 2026, elle devient incertaine après 2027 et elle peut redevenir partiellement viable sous un nouvel équilibre.

La réponse défensive consiste à :

- étendre les durées d'amortissement,
- lisser les pertes sur des cycles longs,
- autoriser des requalifications temporaires de risque.

Il ne s'agit pas de maquillage comptable au sens cynique du terme.

Il s'agit d'éviter que des pertes structurelles soient traitées comme des chocs instantanés.

5. Le cas spécifique du private equity et du private credit

Le private equity et le private credit sont des zones particulièrement sensibles, car ils concentrent : des paris sur la productivité humaine future, une faible liquidité et une forte opacité.

Le mythe du « capital permanent » a fonctionné tant que la trajectoire de revenus était crédible. L'IA rompt cette crédibilité.

La réponse réaliste n'est pas la purge brutale — elle serait systémique — mais : la renégociation silencieuse des covenants, la tolérance réglementaire sur les défauts techniques et la séparation stricte entre pertes économiques et contagion financière.

Autrement dit :

laisser mourir certaines structures, sans provoquer une panique de marché généralisée.

6. L'assurance et l'immobilier : le cœur du risque politique

Si le système bancaire peut absorber des pertes étalées, l'assurance et l'immobilier touchent directement les ménages. C'est là que la crise devient politique.

Les contrats d'assurance-vie, les retraites par capitalisation, les prêts immobiliers reposent tous sur une hypothèse désormais fragile : la continuité du revenu humain qualifié.

La stratégie défensive consiste à :

- éviter toute remise en cause brutale de cette hypothèse,
- maintenir la fiction de solvabilité individuelle,
- intervenir avant que les comportements ne basculent.

Car une fois que les ménages cessent de croire à leur avenir économique, la contraction de la demande devient irréversible.

7. Décorrélérer solvabilité et revenu : un tabou à dépasser

Traditionnellement, la solvabilité est évaluée à partir du revenu. Dans un monde IA-dominé, ce lien devient dangereux.

La réponse réaliste est de temporairement découpler : la capacité à honorer une dette et de la stabilité professionnelle individuelle.

Concrètement : reports conditionnels, maturités allongées et mécanismes automatiques liés à la conjoncture macro, non à l'individu.

Ce n'est pas une aide sociale.

C'est une mesure de stabilité financière.

8. Pourquoi il faut sauver la finance avant l'emploi

Ce choix choque souvent. Il est perçu comme cynique.

Il est pourtant rationnel.

Un marché du travail peut se contracter sans faire implorer l'économie.

Un système financier qui se désagrège emporte tout avec lui.

Sauver la finance ne signifie pas sauver les financiers.

Cela signifie préserver le crédit, l'épargne, l'investissement et la capacité d'action future de l'État.

Dans un monde où l'IA comprime durablement les revenus humains, la finance devient le dernier amortisseur. La laisser casser revient à accélérer l'effondrement.

9. Le risque majeur : la tentation de la transparence totale

L'un des paradoxes contemporains est que la transparence, vertu démocratique en temps normal, devient un risque systémique en période de rupture.

Forcer la reconnaissance immédiate des pertes liées à l'IA : rassure moralement, détruit économiquement.

La stratégie défensive exige au contraire : de la gradation, de l'opacité fonctionnelle et une communication maîtrisée.

Ce n'est pas une conspiration.

C'est une gestion de crise.

10. Synthèse de l'axe 2

Dans le choc d'abondance d'intelligence, le système financier est la ligne de flottaison.

L'emploi chutera.

Les trajectoires individuelles seront brisées.

Mais tant que la finance tient, l'économie peut se reconfigurer.

L'erreur fatale serait de sacrifier la stabilité financière sur l'autel d'une bataille perdue d'avance pour le plein emploi.

AXE 3 — RECONFIGURER LA FISCALITÉ : TAXER LES FLUX, PAS LES PERSONNES

1. Le socle invisible qui s'effondre : la fiscalité fondée sur le travail humain

La plupart des États modernes reposent sur une architecture fiscale étonnamment simple : taxer le temps humain.

Les salaires, les heures travaillées, la consommation issue du revenu du travail, les cotisations sociales. Pendant des décennies, cette base a été suffisamment large, stable et prévisible pour financer l'action publique, amortir les crises et soutenir la croissance.

L'intelligence artificielle agencielle rend cette architecture obsolète.

Le problème n'est pas que la richesse disparaît.

Elle continue d'être produite — parfois plus que jamais.

Le problème est qu'elle ne transite plus par les personnes.

Moins de salariés, moins de masse salariale, moins de cotisations, moins d'impôt sur le revenu. Même la TVA se fragilise lorsque la consommation ralentit structurellement. Le cœur fiscal de l'État devient asymptotique alors même que les besoins de stabilisation explosent.

Continuer à défendre ce modèle fiscal revient à taxer une base qui se rétracte, tout en laissant intacte une base qui explose ailleurs.

2. Pourquoi augmenter l'impôt sur le travail est une impasse

Face à l'érosion des recettes, la tentation est classique : augmenter les taux là où la base existe encore.

C'est une erreur stratégique.

Augmenter la pression fiscale sur le travail humain qualifié : accélère la substitution par l'IA, fragilise les derniers pôles de revenu solvable, alimente l'évasion et l'optimisation et détruit la légitimité fiscale résiduelle.

Dans un monde où le travail humain devient le facteur le plus cher, le surtaxer revient à accélérer sa disparition économique.

La fiscalité défensive ne doit pas punir ce qui subsiste, mais capturer ce qui circule réellement.

3. Le principe clé : suivre la valeur, pas l'effort

L'erreur idéologique consiste à vouloir taxer l'effort, la contribution morale, ou la pénibilité.

La logique stratégique consiste à taxer les flux là où ils passent effectivement.

Dans une économie IA-dominée, la valeur circule principalement à travers : le compute, les données, les transactions automatisées, les infrastructures numériques et les chaînes machine-to-machine.

Ces flux sont mesurables, traçables, localisables juridiquement. Ils constituent une base fiscale plus stable que l'emploi.

4. Le compute comme nouvelle assiette fiscale

L'intelligence artificielle repose sur une ressource devenue stratégique : la capacité de calcul.

Data centers, GPU clusters, réseaux d'inférence, infrastructures cloud. Ces actifs consomment de l'énergie, du foncier, de l'eau et des réseaux.

Ils bénéficient d'infrastructures publiques tout en générant des rentes privées massives.

Taxer le compute n'est pas une sanction idéologique.
C'est une redevance d'usage d'infrastructure économique critique,
comparable aux concessions minières ou énergétiques.

Formes possibles : redevance progressive sur la puissance de calcul
mobilisée, taxation marginale des pics d'inférence et contribution indexée
sur le volume de tokens traités à grande échelle.

5. Les agents autonomes comme acteurs économiques imposables

Un tabou persiste : seuls les humains et les entreprises seraient des sujets
fiscaux.

Cette vision devient intenable.

Les agents IA prennent des décisions, engagent des transactions,
optimisent des flux financiers et génèrent des externalités économiques.

Il est donc rationnel de les considérer comme vecteurs fiscaux, non comme
sujets moraux.

Cela implique des licences d'exploitation d'agents autonomes, des seuils
de taxation à partir d'un volume d'activité et une responsabilité fiscale
attachée à l'usage, pas à l'intention.

Ce n'est pas un impôt sur les robots.
C'est une fiscalité de l'automatisation active.

6. Taxer la transaction machine-to-machine

Une part croissante de l'économie s'effectue sans intervention humaine
directe : arbitrages, achats, logistique et paiements.

Ces transactions échappent partiellement aux dispositifs fiscaux
traditionnels, conçus pour des échanges humains.

Une fiscalité réaliste introduit des micro-prélèvements sur flux automatisés, des taxes de routage économique et des droits de passage numériques.

À très faible taux, mais à très grande assiette.

L'objectif n'est pas de freiner l'automatisation, mais de récupérer une fraction de la valeur qu'elle concentre.

7. Pourquoi cette fiscalité est politiquement praticable

Contrairement aux impôts sur le revenu ou le patrimoine, elle touche des entités abstraites, elle est peu visible pour les ménages et elle se justifie techniquement, pas moralement.

Elle peut être présentée comme une contribution d'infrastructure, une redevance de souveraineté numérique et une normalisation économique.

Elle évite le conflit frontal avec les citoyens tout en stabilisant les recettes.

8. Le risque de l'inaction fiscale

Sans reconfiguration fiscale, les États s'endettent structurellement, les services publics se dégradent et la légitimité institutionnelle s'effondre.

Le paradoxe ultime serait une économie ultra-productive incapable de financer son propre fonctionnement collectif.

Ce scénario n'est pas théorique.

Il est déjà observable dans les premières données de recettes.

9. Fiscalité et souveraineté : un enjeu géopolitique

Les pays capables de taxer les flux IA sur leur territoire sécurisent leurs finances, conservent une capacité d'arbitrage et évitent la dépendance totale.

Les autres deviennent des zones de passage, exploitées mais fiscalement stériles.

La fiscalité devient ainsi un outil de souveraineté, pas un simple levier budgétaire.

10. Synthèse de l'axe 3

L'État ne doit pas défendre une fiscalité du passé.

Il doit suivre la valeur là où elle circule réellement.

Taxer les flux plutôt que les personnes n'est ni juste ni injuste.

C'est nécessaire.

AXE 4 — NEUTRALISER LA BOMBE IMMOBILIÈRE SANS PROVOQUER DE PANIQUE

1. Pourquoi l'immobilier est le point de rupture absolu

Toutes les crises économiques n'ont pas le même pouvoir de contamination.

La crise immobilière est unique pour une raison simple : elle touche simultanément le crédit, l'épargne, la consommation et la psychologie collective.

Tant que la valeur des actifs financiers fluctue, l'économie peut encaisser. Quand le logement commence à vaciller, c'est la perception même de la sécurité économique qui s'effondre.

Dans le scénario de l'IA agencielle, l'immobilier n'est pas une victime collatérale.

Il devient le révélateur final.

Pourquoi ?

Parce que le crédit immobilier repose sur une hypothèse désormais fragilisée : la stabilité de revenus humains élevés sur vingt à trente ans.

Ce n'est pas un problème de solvabilité passée.

C'est un problème de crédibilité future.

2. Une crise immobilière sans coupable évident

Contrairement à 2008, les emprunteurs ne sont pas subprime, les apports sont réels, les taux ont été fixés prudemment et les dossiers étaient solides à l'origine.

Les ménages concernés sont des cadres, ingénieurs, consultants, managers, professions libérales — précisément ceux que l'IA commence à disloquer.

Le danger est là : le système n'a aucun "méchant" à désigner.

Il n'y a ni fraude massive, ni spéculation délirante, ni irresponsabilité manifeste.

Seulement un monde qui change plus vite que les contrats signés.

Cette absence de coupable complique toute réponse politique classique.

3. Le mécanisme de déclenchement : la peur avant le défaut

Les crises immobilières ne commencent pas avec les défauts.

Elles commencent avec le changement de comportement.

Dans le scénario IA, les ménages encore en emploi réduisent leur consommation, augmentent leur épargne de précaution, reportent les achats immobiliers et évitent l'endettement long.

Le marché se grippe avant même que les chiffres ne se dégradent.

Lorsque les premiers défauts apparaissent, ils ne sont pas massifs — mais ils sont symboliquement puissants, car ils concernent des profils jusque-là considérés comme « sûrs ».

C'est ce basculement narratif qui provoque la panique.

4. L'erreur fatale : traiter cette crise comme une crise classique

La tentation naturelle des régulateurs est d'appliquer les recettes connues :

- laisser les prix s'ajuster,
- purger les excès,
- recapitaliser si nécessaire.

Dans un contexte IA, cette approche est suicidaire.

Pourquoi ?

Parce que la baisse des prix n'est pas compensée par une amélioration des perspectives de revenu. Elle les aggrave.

Chaque baisse de prix fragilise les bilans bancaires, détruit l'effet richesse, réduit la consommation et alimente la spirale déflationniste.

La purge ne nettoie rien.

Elle accélère l'effondrement.

5. Le principe stratégique central : empêcher la cascade

L'objectif n'est pas de sauver tous les emprunteurs.

L'objectif est d'empêcher la cascade systémique.

Cascade signifie ventes forcées, baisse rapide des prix, appels de marge, contraction du crédit et généralisation de la défiance.

La stratégie défensive repose donc sur un principe simple : bloquer les mécanismes automatiques de propagation.

6. Décorrélérer temporairement revenu et capacité de remboursement

Dans un monde stable, le revenu est le meilleur indicateur de solvabilité.

Dans un monde IA-disrupté, il devient un indicateur trompeur.

La réponse réaliste consiste à introduire des mécanismes de flexibilité automatique par un allongement de maturité conditionnel, une modulation des échéances et des périodes de neutralisation partielle des intérêts.

Ces dispositifs ne doivent pas être perçus comme des aides sociales, mais comme des outils macroprudentiels.

Ils permettent de maintenir les paiements, d'éviter les défauts visibles et de préserver les bilans.

7. Protéger les banques... malgré elles

Les banques sont souvent présentées comme les gagnantes des crises. Dans ce scénario, elles sont piégées.

Elles détiennent des actifs immobiliers dévalorisables, des prêts long terme basés sur des revenus futurs incertains et une exposition indirecte à la crise de l'emploi qualifié.

La stratégie défensive implique un encadrement strict des ventes forcées, des coussins réglementaires temporaires et une tolérance accrue sur les ratios prudentiels.

Non pour les « sauver », mais pour éviter qu'elles ne déclenchent la crise en se protégeant individuellement.

8. Le tabou de la “fiction de solvabilité”

Toute stabilité financière repose sur une part de fiction collective. L'immobilier en est l'exemple parfait.

Tant que les ménages paient, les banques refinancent, les prix ne s'effondrent pas et le système fonctionne.

La stratégie réaliste accepte de maintenir cette fiction aussi longtemps que possible.

Car une fois brisée, elle ne se reconstruit pas rapidement.

9. L'intervention publique comme pare-feu, pas comme sauvetage

L'État doit intervenir, mais de manière ciblée : non visible, non universelle et non idéologique.

Par exemple par des mécanismes de garantie silencieuse, des rachats ciblés d'actifs en dernier ressort et une stabilisation des segments urbains clés.

L'objectif n'est pas l'équité.

C'est la stabilité du socle patrimonial.

10. Pourquoi l'immobilier est la dernière ligne de défense

Si l'immobilier casse la consommation s'effondre, le crédit se fige, la confiance disparaît et la crise devient politique.

C'est pourquoi il doit être traité avant le marché du travail, avant la justice sociale, avant les réformes structurelles.

11. Synthèse de l'axe 4

La crise immobilière liée à l'IA ne sera pas violente au départ. Elle sera insidieuse, progressive, psychologique.

La stratégie défensive ne consiste pas à empêcher toute baisse des prix, mais à éviter le point de non-retour.

Neutraliser la bombe immobilière, ce n'est pas sauver le passé. C'est empêcher que l'avenir devienne incontrôlable.

AXE 5 — RÉDUIRE LA DÉPENDANCE DE L'ÉTAT À L'INTELLIGENCE HUMAINE

1. Le paradoxe de l'État face à l'IA

L'État se présente volontiers comme le garant de l'humain face à la machine.

Dans le débat public, il incarne la résistance morale à l'automatisation excessive, le défenseur de l'emploi, le protecteur du lien social. Cette posture est politiquement confortable. Elle est stratégiquement intenable.

Car l'État est aujourd'hui l'une des organisations les plus dépendantes de l'intelligence humaine, au sens le plus coûteux du terme : procédures longues, chaînes décisionnelles complexes, redondance administrative et faible productivité marginale.

Dans un monde où l'IA comprime les revenus humains, l'État ne peut plus se permettre d'être une organisation "artisanale".

Ce n'est pas une question de modernisation.
C'est une question de capacité à fonctionner.

2. La contrainte budgétaire structurelle

La montée en puissance de l'IA produit un effet ciseau inédit pour les finances publiques :

- les recettes fiscales fondées sur le travail diminuent,
- les dépenses sociales augmentent mécaniquement,
- la pression politique sur les services publics s'intensifie.

Dans ce contexte, maintenir une administration à forte intensité humaine devient mathématiquement impossible.

Chaque fonction administrative non automatisée coûte plus cher relativement, traite moins de volume, crée des goulets d'étranglement, et alimente la défiance citoyenne.

L'État risque alors une double défaite :
financière et symbolique.

3. Abandonner le mythe de "l'État exemplairement humain"

L'un des freins majeurs à l'automatisation publique est idéologique.
L'État se pense comme le dernier bastion de l'humain face à la logique froide du marché.

Ce mythe devient dangereux.

Car pendant que l'État hésite, le privé automatise la gestion, la décision, la relation client et le contrôle.

Le décalage de performance s'accroît.
L'administration devient lente, imprécise, coûteuse — donc contestée.

Automatiser l'État n'est pas une trahison du service public.
C'est une condition de sa survie.

4. Où l'IA doit intervenir en priorité

La stratégie défensive impose une hiérarchisation claire.

L'IA doit être déployée en priorité là où la valeur ajoutée humaine est faible, le volume est massif, l'erreur est coûteuse et la lenteur est destructrice.

Exemples évidents : fiscalité (déclarations, contrôles, recouvrement), aides sociales (éligibilité, versements, fraudes), marchés publics (pré-analyse,

conformité), régulation économique (monitoring en temps réel) et justice administrative de masse.

Ce sont précisément les domaines où l'humain est aujourd'hui le facteur limitant.

5. L'agent régulateur : vers une gouvernance assistée

Dans un monde IA-dominé, réguler avec des outils humains revient à piloter un avion supersonique à vélo.

L'État doit accepter un principe inconfortable : la régulation elle-même doit être automatisée.

Cela implique des agents IA de surveillance macroéconomique, des systèmes d'alerte précoce sur les risques systémiques et des ajustements quasi temps réel de paramètres réglementaires.

L'humain ne disparaît pas.

Il supervise, arbitre, tranche les cas exceptionnels.

Mais il cesse d'être le moteur.

6. Réduction des coûts sans explosion sociale interne

Un point critique : l'automatisation de l'État affectera ses propres agents.

La stratégie réaliste n'est pas la confrontation, mais la décompression progressive : gel des recrutements, non-remplacement des départs, redéploiement vers des fonctions de supervision et externalisation automatisée.

Il ne s'agit pas de licencier massivement.

Il s'agit de ne plus recruter ce qui peut être remplacé.

Cette approche est politiquement plus tenable et économiquement plus efficace.

7. L'État comme premier utilisateur d'IA souveraine

La dépendance à des solutions privées étrangères constitue un risque stratégique.

L'État doit être un client structurant, un prescripteur, un standard-setter.

Cela implique le développement d'IA souveraines ou contrôlées, des infrastructures publiques de calcul et des partenariats technologiques asymétriques mais maîtrisés.

Non pour concurrencer le privé,
mais pour éviter une perte totale de contrôle opérationnel.

8. Gouverner dans un monde accéléré

L'IA modifie le rythme de l'économie.
L'État, s'il reste lent, devient hors-jeu.

La gouvernance défensive exige des décisions plus rapides, des boucles de feedback courtes et des politiques adaptatives.

Cela suppose un changement culturel profond :
accepter que l'anticipation algorithmique remplace la planification humaine rigide.

9. Le risque politique assumé

Automatiser l'État expose à des critiques de déshumanisation, de perte de contrôle démocratique et de technocratie algorithmique.

Ces critiques sont réelles.

Mais l'alternative — un État impuissant — est pire.

La stratégie défensive accepte ce risque, car le pouvoir réel se déplace de toute façon vers les systèmes capables d'agir à l'échelle et à la vitesse requises.

10. Synthèse de l'axe 5

**Dans un monde d'intelligence abondante,
l'État ne peut pas rester un sanctuaire de rareté humaine.**

**S'il refuse l'automatisation,
il deviendra trop cher, trop lent et trop faible.**

**Réduire la dépendance de l'État à l'intelligence humaine n'est pas une
option idéologique.
C'est une nécessité fonctionnelle.**

AXE 6 — ACCEPTER ET CONTENIR UNE ÉCONOMIE À DEUX VITESSES

1. La fin d'un mythe fondateur : l'homogénéité économique

Les sociétés modernes se sont construites sur une promesse implicite : la croissance finirait par bénéficier à tous. Même inégalement, même avec retard, mais suffisamment pour maintenir une cohésion minimale. L'IA agencielle brise cette promesse non par injustice, mais par asymétrie fonctionnelle.

Une partie de la population reste hautement productive — ou possède le capital, les infrastructures, les systèmes.

Une autre devient économiquement périphérique, non pas inutile, mais non indispensable à la production.

Refuser de voir cette bifurcation ne la supprime pas.

Elle la rend incontrôlable.

2. Une économie duale est déjà là

L'économie à deux vitesses n'est pas un futur dystopique.

Elle est observable :

- un noyau automatisé, hyper-productif, capital-intensif, mondialisé,
- une périphérie humaine à faible productivité marginale, localisée, sous pression.

Ce modèle n'est ni nouveau ni immoral.

Il a existé sous d'autres formes (coloniale, industrielle, financière).

La nouveauté réside dans sa vitesse d'apparition et dans le fait qu'il touche le cœur des économies développées.

3. Pourquoi l'égalisation est impossible à court terme

Toute tentative de ré-homogénéisation rapide échoue pour trois raisons :

- la productivité marginale humaine ne rattrape pas celle de l'IA,
- la redistribution massive détruit l'incitation résiduelle,
- la contrainte budgétaire empêche la compensation totale.

L'égalisation est un objectif moral.

La stabilité est un objectif stratégique.

4. Contenir plutôt que corriger

La stratégie défensive consiste à organiser la segmentation, pas à la nier.

Cela implique de garantir une solvabilité minimale à la périphérie, d'accepter des trajectoires de revenus divergentes et d'éviter les interactions explosives entre les deux sphères.

Le danger n'est pas l'inégalité.

Le danger est l'instabilité de l'inégalité.

5. Mobilité contrôlée plutôt que promesse de mobilité universelle

La promesse de mobilité sociale universelle devient intenable.

En revanche, une mobilité limitée, ciblée, fonctionnelle reste possible.

La stratégie réaliste identifie des passerelles rares mais réelles, accepte que tout le monde ne passera pas et évite la frustration massive née des promesses non tenues.

6. La consommation comme point de contact

La consommation est le dernier lien entre les deux vitesses.

Maintenir ce lien est vital pour la stabilité économique, pour la paix sociale et pour la fiscalité.

D'où l'importance des mécanismes non salariaux évoqués dans les axes précédents.

7. L'erreur fatale : politiser la fracture

Transformer la dualité économique en guerre morale conduit à la radicalisation, le blocage des décisions et l'ingouvernabilité.

La stratégie défensive vise au contraire à dépolitiser autant que possible la structure économique, en la traitant comme une contrainte technique.

8. Synthèse de l'axe 6

**L'économie à deux vitesses n'est pas un choix.
C'est une conséquence.**

La seule marge de manœuvre est dans sa gestion.

CE QU'IL NE FAUT SURTOUT PAS FAIRE

Le catalogue des illusions dangereuses

Parier sur un retour du plein emploi qualifié

L'IA ne régresse pas. Miser sur ce scénario est une fuite en avant.

Confondre morale et stratégie

Les politiques guidées par l'indignation échouent systématiquement en période de rupture.

Surcharger fiscalement le travail restant

Cela accélère la substitution et détruit la base solvable.

Forcer la transparence totale des pertes

La vérité comptable instantanée peut détruire le système qu'elle éclaire.

Attendre une coordination mondiale parfaite

Elle n'arrivera pas à temps.

Promettre la reconversion massive

Chaque promesse non tenue alimente la défiance.

Laisser l'immobilier "se corriger seul"

C'est le chemin le plus court vers la panique.

CONCLUSION STRATÉGIQUE

Gouverner sans illusion

Ce livre ne propose pas un avenir désirable.

Il propose un avenir gérable.

L'intelligence artificielle ne détruit pas l'économie.

Elle détruit une économie fondée sur la rareté de l'intelligence humaine.

La stabilité future ne viendra ni de la nostalgie, ni de la morale, ni du déni.

Elle viendra de la capacité à accepter les ruptures, contenir leurs effets et préserver la circulation de la valeur.

Les sociétés qui survivront ne seront pas les plus vertueuses, mais les plus lucides.

PRÉVISION PERSONNELLE

Adnane Benchakroun — Si nous ne faisons rien

Si rien n'est fait, la séquence sera prévisible.

D'abord, la destruction silencieuse des emplois qualifiés se poursuivra, masquée par des gains de productivité et des profits records. Les marchés applaudiront encore, un temps. Puis la consommation ralentira structurellement. Les ménages solvables d'hier deviendront prudents, puis contraints.

Ensuite, l'immobilier des grandes métropoles commencera à se fissurer. Pas par effondrement brutal, mais par glissement lent, accompagné d'un gel du crédit. La confiance se retirera avant les chiffres.

Enfin, la finance reconnaîtra ce que le réel sait déjà. Trop tard. Les États interviendront dans l'urgence, avec des outils conçus pour un monde disparu. L'endettement explosera, la légitimité politique s'érodera, la conflictualité augmentera.

Ce ne sera pas l'apocalypse.

Ce sera pire : une érosion prolongée, sans catharsis, sans rebond clair.

L'histoire ne retiendra pas que nous n'avons pas su prévoir.

Elle retiendra que nous avons su — et que nous avons hésité.

ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

ABOUT ME

